



Émissions industrielles et émissions de GES : quels outils de contrôle et de traitement croisés ?

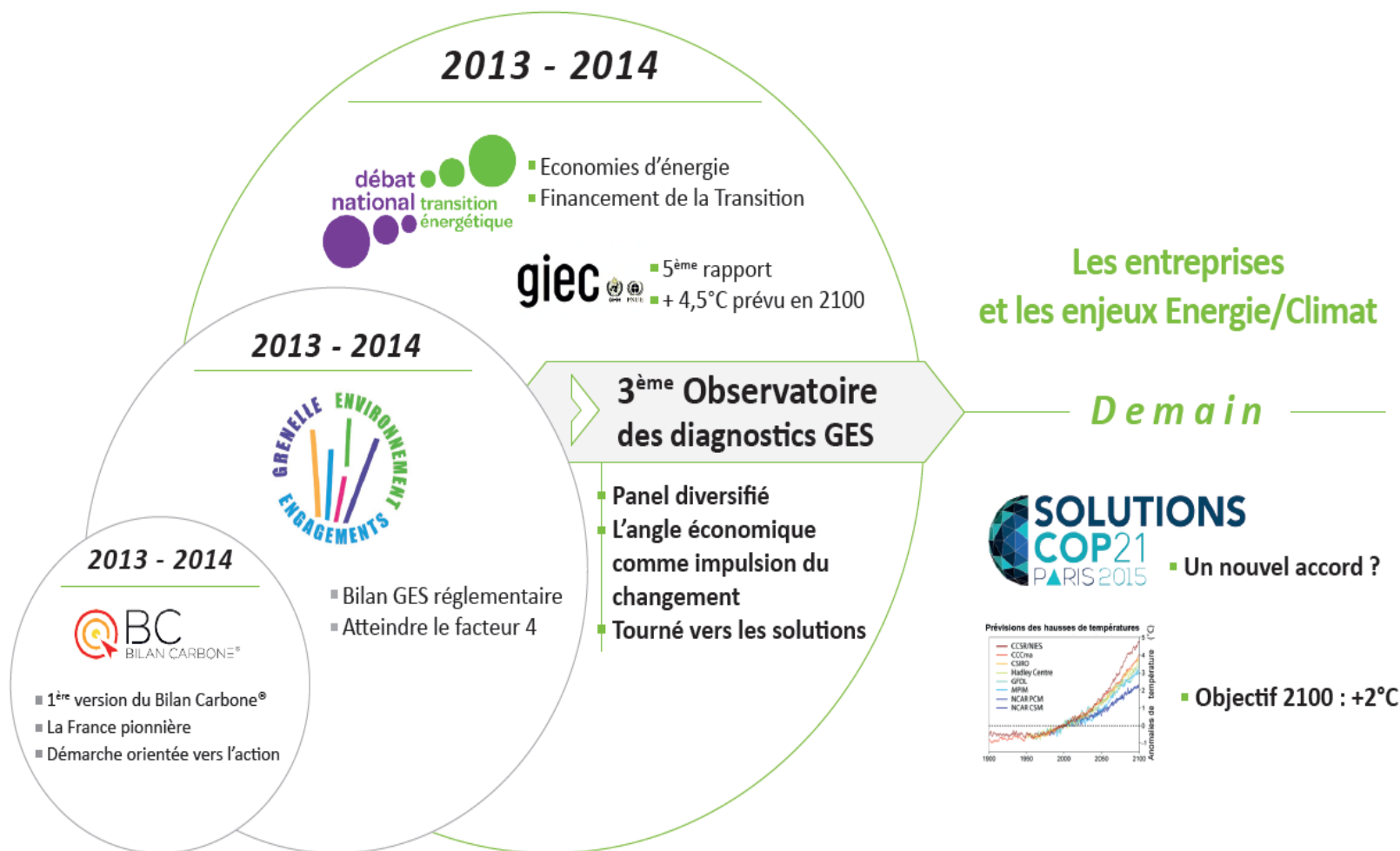
Corentin Chevallier
Avocat au Barreau de Paris
Foley Hoag

Caline Jacono
Directrice de l'association
Bilan Carbone

➤ Contexte et problématiques :

- La politique de la qualité de l'air en Europe peut bénéficier des politiques climatiques et inversement
- Sources majeures de rejets sont communes aux polluants atmosphériques et aux gaz à effet de serre : industrie, transports, secteur résidentiel
- Directive 2001/81/CE (plafonds d'émission nationaux dite « Directive PEN ») en cours de révision
- COP21 en cours de préparation

Emissions GES actuelles



➤ Cadre juridique :

- En droit international : questions traitées traditionnellement de manière distincte :
 - Pollution atmosphérique : convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance du 17 novembre 1979 (CEE-ONU) et Protocole de Göteborg du 1er décembre 1999
 - Emissions de GES : Protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone puis surtout Protocole de Kyoto de 1997 ;
- Justification de l'approche distincte :
 - La question du réchauffement climatique s'est posée plus tard que celle concernant la qualité de l'air et de ses impacts sanitaires
 - Le réchauffement climatique, problématique transfrontalière
 - Les polluants atmosphériques sont des substances nocives pour la santé (aspect santé publique et risques sanitaires) ce qui n'est pas le cas pour le CO2

- En droit de l'UE : une approche sectorielle
 - concernant les polluants atmosphériques :
 - **Directive 2001/81/CE du 23 octobre 2001** *fixant des plafonds d'émission nationaux pour certains polluants atmosphériques* ou directive « PEN » (en cours de révision)
 - **Directive 2008/50/CE du 21 mai 2008** *concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe*
 - **Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010** *relative aux émissions industrielles ou directive « IED »*
 - concernant les GES : **Directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003** *établissant un système d'échange de quotas de GES*
- En droit français :
 - concernant la pollution atmosphérique, la réglementation ICPE et loi sur l'air ;
 - concernant les GES, l'arrêté du 8 avril 2011 fixe la procédure d'affectation de quotas pour la 3^e période du système d'échange de quotas d'émission de GES, article 75 de la loi de Grenelle

- Outils de traitement et de contrôle croisés
- Recherche d'une approche intégrée : un constat largement partagé
Agence Européenne pour l'Environnement ; Rapport Richert à l'occasion des 10 ans de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ; INERIS ; AirParif et autres
- Des effets bénéfiques mutuels :
 - Peut permettre une amélioration durable de la qualité de l'air et une lutte contre le changement climatique plus efficace

- A contrario, des effets négatifs en l'absence d'une approche intégrée
 - Les épisodes de pollution souvent accentués par les conditions météorologiques
 - Certaines mesures en faveur de la limitation du CO2 peuvent se traduire par une augmentation des rejets d'autres polluants atmosphériques par ex. l'utilisation de la biomasse

- Des différences d'approche conciliables ?

II. Emissions industrielles : efficacité d'un système basé sur le contrôle et la sanction ?

- Emissions industrielles : Planification (directive PEN et directive 2008/50/CE); Contrôle et coercition (sanctions/police administrative - IED) et dans une très moindre mesure outils incitatifs
- Une approche efficace ?

II. Emissions industrielles : efficacité d'un système basé sur le contrôle et la sanction ?

➤ Les plans

- Les schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (articles L. 222-1 et s. C. env.)
- Les plans de protection de l'atmosphère (articles L. 222-4 et s. C. env.)
- Le plan climat-énergie territorial (article L. 229-26 C. env.)

➤ Plans : outils de gestion croisés ?

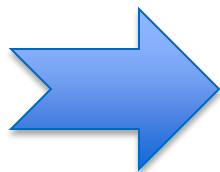
- PPA et les plans climat-énergie territoriaux doivent être compatibles avec les SRCAE (orientations permettant d'atteindre les normes de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets)
- Effets contraignants du PPA qui justifient les mesures prises par l'autorité compétente (Préfet) en vue d'atteindre l'objectif de qualité de l'air (CE, 26 mars 2008);
 - Peuvent concerner indirectement les exploitants des ICPE
 - Sans effet sur les émissions de GES (≠ considérés comme polluants atmosphériques)

II. Emissions industrielles : efficacité d'un système basé sur le contrôle et la sanction ?

- Mise en œuvre à la charge des Etats membres de l'UE : procédures de délivrance des autorisations (IED)
 - doivent être coordonnées
 - autorisations délivrées ne doivent pas comporter de VLE pour les GES (art 9)
- En France, l'autorisation ICPE tient lieu d'autorisation pour l'émission des GES (article L. 229-6 C. env.) mais
 - autorisation d'exploiter fixe les VLE / quotas attribués par période et selon une procédure distincte (arrêté du 8 avril 2011 pour la période 2013-2020)
 - contrôle du respect des prescriptions effectué par l'inspecteur ICPE / contrôle effectué par un vérificateur indépendant et agréé
 - sanctions administratives et pénales en cas de non respect des prescriptions / sanction économique lors de la restitution de quotas annuelle (achat de quotas, limitation de production pour l'année suivante)

Comment inciter aux réductions de gaz à effets de serre?
Réglementation ou incitation économique? :

- Précision de la mesure du coût de l'impact vs le coût de la pollution de l'air (étude OECD 2014)
- Capacité à mesurer le retour sur investissement.
- Capacité à mesurer le coût de l'inaction.



Enquête menée avec *Greenflex* auprès de

:

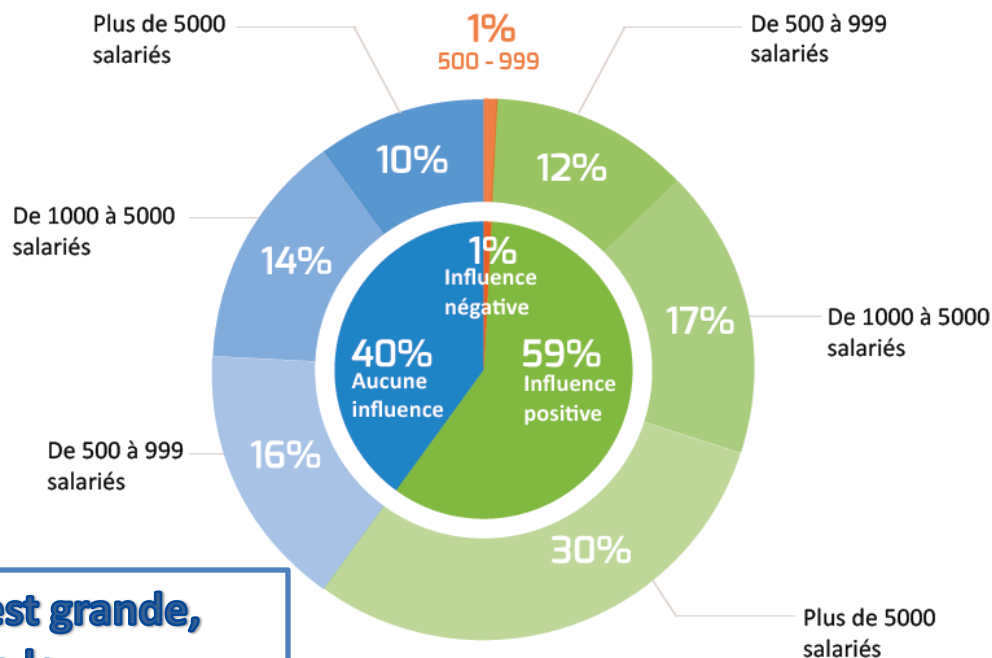
+44%
d'entreprises répondantes
par rapport à
l'Observatoire 2012

205
entreprises
participantes

100%
des secteurs d'activité
couverts

L'influence positive de la réglementation

Q: « Pouvez-vous préciser l'influence de la réglementation sur votre démarche GES ? »

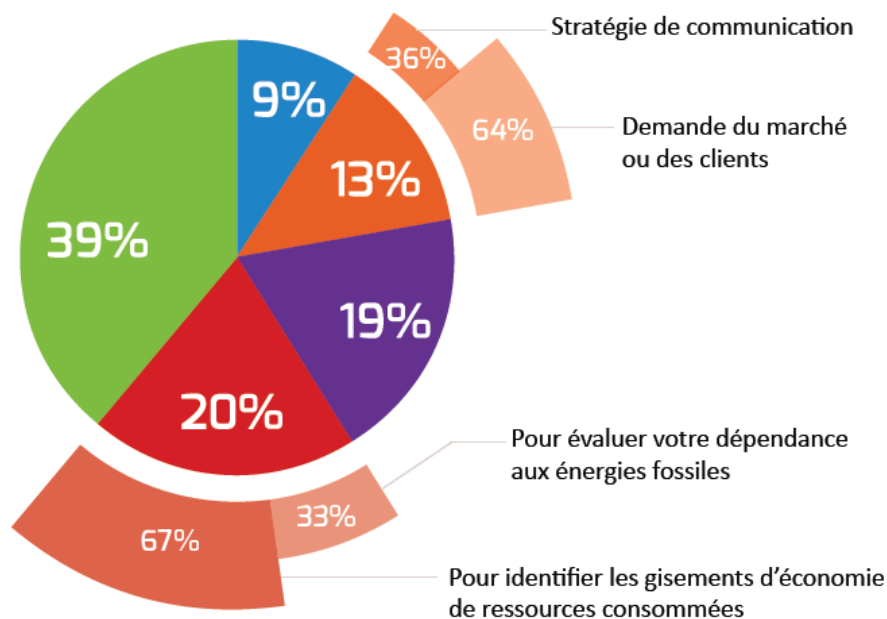


**Plus l'entreprise est grande,
Plus l'influence de la
réglementation est positive**

Pour la réalisation du 1^{er} diagnostic GES

Q: « Quelle est la raison principale qui vous a amené à réaliser votre premier diagnostic GES ? »

- Par engagement environnemental de la direction
- Par enjeu économique
- Par obligation légale
- Pour soutenir l'offre commerciale
- Autre



Réglementation : vers une stratégie GES.

La réglementation, une influence positive qui doit être plus ambitieuse (plus stratégique):

- Le Scope 3, non obligatoire aujourd'hui, est intégré à 36% par les nouveaux obligés par la réglementation, en revanche intégré naturellement :
 - ☐ par les non obligés (à 81%)
 - ☐ par les expérimentés (à 76%). (Ex : Decathlon)

Les entreprises attendent donc de la réglementation qu'elle soutienne les nouveaux obligés à évoluer dans ce sens pour le second exercice réglementaire (prévu pour le 31 décembre 2015).

Impact financier et Plan d'actions GES : faire des économies.

Q: « Quelle est la première motivation à la mise en place d'actions ? »

Axe de solutions des stratégies GES

1^{er} facteur de motivation

GES & Énergie

Efficacité thermique, consommations de fluides...

■ **Faire des économies (50%)**

GES & Produits / Services

Éco-conception, optimisation logistique amont...

■ **Faire des économies (34%)**

GES & Parties Prenantes

Territoire, politique d'achats fournisseurs...

■ **Anticipation des risques (32%)**

GES & Ressources Humaines

Implication des collaborateurs, conduite du changement...

■ **Faire des économies (32%)**

GES & Financement

Mode de financement des actions, compensation...

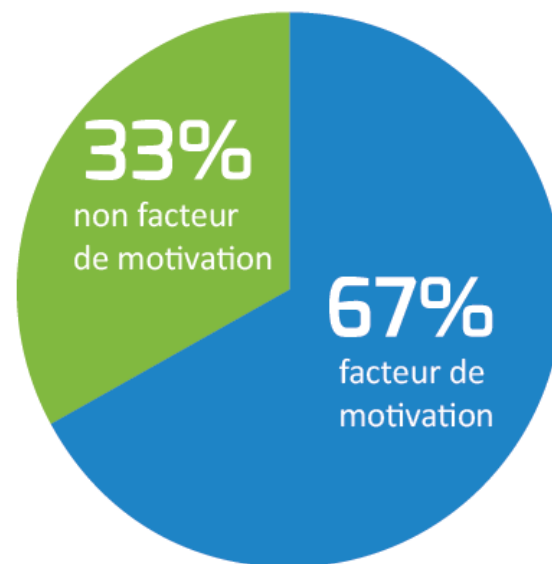
■ **Faire des économies (42%)**

Impact financier et Plan d'actions GES : coût de l'inaction.

COÛT DE L'INACTION

Surplus de coûts occasionné par l'absence de décision visant à limiter l'impact du changement climatique et de la hausse du prix des énergies.

« L'entreprise a étudié les opportunités et les risques liés à la fluctuation du prix des énergies fossiles grâce à des études et simulations. La direction tient compte de ces scénarios lors de la prise de décision. » (Nexity)



- La nécessité d'une approche intégrée est démontrée
 - L'inaction peut conduire à ce que les actions entreprises tant en matière de réchauffement climatique que dans le domaine de la qualité de l'air n'aient pas les résultats espérés

- Les difficultés dans son inscription dans les textes juridiques :
 - Les interactions entre polluants atmosphériques et les GES encore peu étudiées
 - Il faut mesurer pour contrôler et contrôler pour éviter le risque sans défavoriser la performance et l'amélioration

Merci pour votre attention

Corentin Chevallier

Avocat au Barreau de Paris

Foley Hoag

Caline Jacono

Directrice

Association Bilan Carbone